

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

OBJET DE L'ACCORD-CADRE

REALISATION DE MESURES DE POLLUTION ET DE CONTROLES METROLOGIQUES

CCTP - Lot N° 7 Réalisation de campagnes générales de mesure des pollutions (MESURE-I) sur les départements 01, 21, 25, 39, 42, 52, 69, 70, 71, 74, 88 et 90 (réalisation conjointe de CDA-P et de CDA-I)

SERVICES RESPONSABLES DE LA PASSATION DU MARCHÉ	
Technique :	Département des Redevances, de l'International et des Mesure (DRIM) Service Métrologie (SM)
Administratif :	Secrétariat général (SG) /Service Achats et Affaires Juridiques (SAAJ) 2-4, allée de Lodz 69363 LYON cedex 07

Le présent CCTP contient **19** pages, **6** articles et **3** annexes

1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet :

La réalisation de campagnes générales de mesures de pollution, de contrôles sur site de dispositifs d'autosurveillance installés sur les points de rejet d'eaux résiduaires industrielles et la réalisation de diagnostics de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel.

Lot N° 7 Réalisation de campagnes générales de mesure des pollutions (MESURE-I) sur les départements 01, 21, 25, 39, 42, 52, 69, 70, 71, 74, 88 et 90 (réalisation éventuellement conjointe de CDA-P et de CDA-I)

2 - CONTEXTE DU MARCHÉ

Conformément à l'article L213-10-2 du code de l'environnement, l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées peut être calculée sur la base de grandeurs et de coefficients caractéristiques de l'activité en cause, déterminés à partir de campagnes générales de mesures.

Les modalités de réalisation des campagnes générales de mesures sont définies dans l'article R213-48-7 et dans l'annexe IV de l'arrêté révisé du 21 décembre 2007, relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau (DEVO0770380A).

Conformément à l'annexe III de l'arrêté susvisé, l'évaluation périodique des dispositifs de suivi régulier des rejets industriels s'appuie sur un diagnostic de fonctionnement des dispositifs d'autosurveillance, effectué à la charge du redevable, au moins une fois tous les 2 ans, par un organisme habilité.

Par ailleurs, conformément aux articles 4 et 5 de l'arrêté du 19 Décembre 2011, relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (DEVL1132666A), un diagnostic de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel doit être périodiquement effectué sur site par un organisme habilité.

2.1 PRÉSENTATION DE L'OBJET DU MARCHÉ DANS SON CONTEXTE

Le présent cahier des clauses techniques particulières est applicable aux opérations de mesures de pollution (MESURE-I), de contrôle des dispositifs d'autosurveillance (CDA) installés sur les points de rejet d'eaux résiduaires industrielles (CDA-I) et aux diagnostics de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel (CDA-P), associés aux mesures.

Le marché est découpé en 11 lots selon les thématiques concernées et selon un découpage géographique autour des 2 grandes métropoles (Lyon et Marseille) du bassin Rhône Méditerranée Corse, des marchés d'analyses associés, du volume potentiel d'affaires et des principaux axes routiers. **Les lots 1 à 6 et 8 à 11 ont déjà été attribués en février 2025.**

Le marché actuel porte uniquement sur le renouvellement du lot 7 qui n'a pas été reconduit pour sa 2^{ème} année d'exécution :

- **Lot 7 : Réalisation de campagnes générales de mesure des pollutions (MESURE-I) sur les départements 01, 21, 25, 39, 42, 52, 69, 70, 71, 74, 88 et 90 (réalisation conjointe de CDA-P et de CDA-I) ;**

Les mesures de pollution sont précédées d'une visite préliminaire afin de recenser l'activité du redevable, les dispositifs d'autosurveillance existants, les opérations qui seront réalisées et les conditions de sécurité à respecter. En l'absence de matériel d'autosurveillance à poste fixe, il sera demandé d'installer du matériel de mesure mobile pour effectuer des mesures de débit et des prélèvements d'échantillons.

Les **MESURE et CDA** comportent **en moyenne** :

- **2 points pour une mesure de pollution et 2 échantillons pouvant être doublés** (1 pour l'analyse des macro-polluants, 1 pour l'analyse des substances dangereuses pour l'environnement) ;
- **2 points de contrôle** des dispositifs d'autosurveillance industriels (**CDA-I**) ;
- **1 point de diagnostic** des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés (**CDA-P**).

2.2 OBJECTIFS ET ENJEUX DU MARCHE

Permettre à l'agence de l'eau de disposer des éléments nécessaires à la validation des dispositifs d'autosurveillance et aux calculs des redevances, dans le cadre des réglementations susvisées.

2.3 PLANNING PREVISIONNEL, ECHEANCES ET PHASAGES

L'agence de l'eau informe par courrier en début d'année, chacun des interlocuteurs concernés par ces opérations de mesure et de contrôle (maîtres d'ouvrages et exploitants), afin de leur indiquer :

- La nature et l'objet de l'(des) intervention(s) qui sera (seront) réalisée(s) au cours de l'exercice considéré,
- Les références de l'organisme et du (des) laboratoire(s) en charge de ces opérations.

Ce courrier insiste sur la nécessité de collaboration des interlocuteurs et de leurs représentants, ainsi que sur l'obligation de mettre en œuvre tous les aménagements indispensables à une bonne exécution des interventions. La copie de ce courrier est fournie à l'intervenant avec un bon de commande prévisionnel.

L'intervenant doit, dans l'accomplissement de sa mission, veiller à :

- Ne pas gêner l'activité des établissements, ni le fonctionnement des ouvrages ;
- Se conformer strictement à l'ensemble des consignes d'hygiène et de sécurité en vigueur ;
- Respecter les règles d'équité et de confidentialité ;
- Laisser le site exempt de tout déchet.

L'intervenant doit planifier les visites préliminaires dès réception des commandes avec les instructeurs concernés. L'intervenant saisie les dates d'intervention au fil de l'eau selon un protocole défini par l'agence de l'eau, de telle sorte que le représentant du Service Métrologie de l'agence de l'eau puisse, chaque fois qu'il le juge utile, participer aux opérations.

Pour les contrôles des dispositifs d'autosurveillance installés sur les points de rejet ils doivent être réalisés en amont de la mesure pour permettre éventuellement l'utilisation du matériel du site.

Pour les diagnostics de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel, les contrôles ne seront réalisés que sur les points ayant un volume prélevé > 10 000 m³/an.

Les interventions doivent être lissées d'un mois sur l'autre et les rapports produits dans la foulée (Cf. le contenu des **livrables** et les **délais de production** au **chapitre 6** du présent document). Sauf cas exceptionnel, la totalité des interventions doit être terminée en novembre pour notification de la majorité des rapports correspondants avant la fin d'année.

3 - DESCRIPTION DU BESOIN

3.1 DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS

Visite préliminaire à une campagne générale de mesures des pollutions :

Cette visite s'effectue obligatoirement en présence du représentant de l'agence de l'eau, du maître d'ouvrage et de son éventuel exploitant. Les objectifs de cette visite sont de :

- **Définir** les modalités techniques de réalisation de la campagne générale de mesures ;
- **Définir** les principes de sécurité à respecter pour garantir le bon déroulement de l'intervention ;
- **Réaliser** un état des lieux de l'activité de l'établissement, en essayant de caractériser les flux de pollution générés par l'activité du site ;
- **Déterminer** une ou des grandeurs caractéristiques de pollution spécifiques à l'établissement ;
- **Déterminer** les modalités de suivi des rejets (paramètres, fréquences, corrélations).

Dans une phase préparatoire, le titulaire du marché recueille auprès de l'agence de l'eau ou d'autres organismes qualifiés, l'ensemble des données disponibles sur l'établissement. S'appuyant sur ces informations, le titulaire du marché organise sur le site une enquête préliminaire, visant à recenser les caractéristiques principales de fonctionnement de l'établissement et notamment :

- Les rythmes de travail et les nombres d'emplois ;
- La période d'activité représentative du flux de rejet maximale ;
- Les matières premières principales utilisées et les productions (en nature, quantité et volume) ;
- Les quantités d'eaux utilisées, leurs origines (rivière, nappe, lac, distribution publique, etc....), leurs caractéristiques physico-chimiques (résultats analytiques récents à collecter) et la nature des traitements appliqués ;
- Le bilan eau précisant la répartition entre les différents usages : produits finis, lavages, vapeur, refroidissement, etc...., faisant apparaître les éventuels recyclages et pertes d'eau, les schémas des réseaux de distribution ;
- Les principaux réseaux de collecte des eaux en indiquant, une estimation des volumes rejetés, les éventuels dispositifs de traitement, la destination du rejet final, les schémas des réseaux ;
- Les types volumes et quantités de sous-produits, leurs destinations.

Sur la base des éléments recueillis, sont définis, en liaison avec le représentant de l'agence de l'eau, les modalités pratiques de réalisation des mesures. À savoir :

- Les points de mesure à considérer et la description détaillée des équipements en place et à installer (mesures de débits et de la température, prélèvements d'échantillons, etc....) ;
- Les aménagements éventuels à effectuer par l'établissement avant l'opération de mesures afin de permettre notamment la réalisation des mesures de débit et des prélèvements d'échantillons selon les normes et règles de l'art en vigueur, en intégrant les contraintes en termes d'hygiène et sécurité ;
- La période de mesures retenue et le planning détaillé d'intervention (accueil sécurité, réunion d'ouverture, contrôle des dispositifs d'autosurveillance existants, montage du matériel complémentaire, bilan(s) 24h00, relevés de compteurs et vérifications de bon fonctionnement, démontage du matériel, fractionnement et conditionnement des échantillons, réunion de clôture) ;
- Les consignes de sécurité en vigueur et les moyens humains et matériels à mettre en œuvre par le titulaire du marché pour les respecter ; Ces dispositions seront reprises au sein du plan de prévention à établir sous la responsabilité de l'établissement industriel avant le démarrage de l'intervention ;
- Les analyses à effectuer sur les échantillons prélevés par le titulaire du marché ;
- La (les) grandeur(s) caractéristique(s) caractérisant la (les) activité(s) polluante(s) de l'établissement.

La visite préliminaire à la campagne générale de mesures des pollutions, nécessite une demi-journée de préparation (récupération des renseignements sur le site, examen des précédents rapports, prise de rendez-vous, etc...) **et une journée de travail sur le terrain, déplacement compris.**

Cette intervention se traduit par un rapport, selon une maquette fournie par l'agence de l'eau, reprenant l'ensemble des points évoqués précédemment, signé par le titulaire du marché (Cf. le chapitre 6-Livrables). **Le temps de rédaction du rapport prend en moyenne 1 journée de travail, temps de correction compris.**

Au global, les visites préliminaires à une campagne générale de mesure des pollutions nécessitent en moyenne 2,5 jours de travail. Afin de gagner du temps, une partie du rapport de visite préliminaire est envoyé par l'agence de l'eau avec l'avis de visite, ce qui permet à l'industriel de commencer à le préremplir.

Campagne générale de mesure des pollutions :

La mesure des quantités journalières de pollution produites et éliminées par l'établissement industriel est réalisée suivant les modalités définies lors de la visite préliminaire. L'opération a lieu à la date convenue entre l'établissement, l'agence de l'eau et le titulaire du marché, après que celui-ci s'est assuré que l'activité de l'établissement soit représentative d'un fonctionnement normal.

Le titulaire du marché vérifie auprès de l'industriel, au moins deux semaines à l'avance, que les aménagements demandés ont bien été réalisés et que des salariés possédant les qualifications nécessaires seront bien mis à disposition du titulaire du marché, durant toute la durée de l'intervention.

Un plan de prévention des risques sera établi, sous la responsabilité de l'établissement industriel, avant le démarrage des travaux relatifs à l'opération de mesures. **En fonction du nombre de points de mesures, des horaires d'intervention et des risques, l'intervention doit être réalisée à 2 personnes.**

Les mesures de température et le prélèvement d'échantillons s'effectuent sous accréditation COFRAC (Norme NF EN ISO 17025 :2017 - LAB GTA 29) et conformément aux :

- Prescriptions techniques de l'agence de l'eau RMC en matière d'autosurveillance des rejets ;
- Fascicule de documentation FD T90-523-2 « Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement – Partie 2 : Prélèvement d'eau résiduaire » ;
- Guide technique opérationnel établi par AQUAREF relatif aux pratiques d'échantillonnage et de conditionnement en vue de la recherche de micropolluants.

Les CDA s'effectuent sous habilitation du préfet coordonnateur de bassin conformément à la note technique du 23/08/2016 relative aux modalités d'habilitation des organismes pour la réalisation de diagnostics sur site de dispositifs métrologiques utilisés pour le calcul des redevances pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollution non domestique de l'eau perçues par les agences de l'eau.

Ces opérations comportent notamment :

- Des mesures de débit, réalisées selon les normes et les règles de l'art en vigueur ;
- Des prélèvements d'échantillons pour analyses. Ces prélèvements sont effectués si possible de manière proportionnelle aux volumes de rejets écoulés (installation éventuelle d'un déversoir ou d'un débitmètre). L'utilisation de préleveurs à enceinte réfrigérée doit être systématique (avec un tuyau d'aspiration en téflon et des bouches en verre en cas d'analyse des micropolluants) ;
- Des prélèvements ponctuels de sang, de sérum, de boues et d'eau d'alimentation ;
- Des mesures complémentaires de paramètres tels que : pH, température, oxygène dissous, etc... ;
- Le diagnostic de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés $\geq 10\,000\text{ m}^3$, selon les méthodes décrites dans le CCTP identifié en annexe 2 du présent CCTP ;
- Le contrôle des dispositifs d'autosurveillance des rejets, selon les méthodes décrites dans le CCTP identifié en annexe 2 du présent CCTP ;
- La localisation, à l'aide d'un GPS ou équivalent, des points de prélèvement d'eau et des points de rejet au milieu naturel (coordonnées à fournir en Lambert 93).

Les échantillons sont homogénéisés, fractionnés, conditionnés, conservés et transportés au(x) laboratoire(s) dans les conditions définies au sein de l'article 4.5 du présent CCTP.

À l'issue de ces mesures, le titulaire du marché, doit compléter un procès-verbal des opérations de mesure et de prélèvement selon un formulaire fourni par l'agence de l'eau, et après l'avoir signé, le présenter pour signature à la personne habilitée à représenter l'établissement.

Dans le cas où le titulaire du marché remettrait à l'établissement industriel des doubles d'échantillons pour analyses contradictoires, les coordonnées du (des) laboratoire(s) utilisé(s) par l'établissement devront être mentionnées dans la rubrique observations du procès-verbal de mesures. Il sera également indiqué dans cette rubrique l'obligation pour l'établissement de communiquer au titulaire du marché les résultats de ces analyses sous un mois après la réalisation de la mesure. À défaut, ces résultats ne seront pas pris en considération.

Une mesure de pollution nécessite en moyenne :

- **Une demi-journée de préparation** des matériels, du flaconnage, des fiches de terrain, etc... ;
- **3 journées de travail de terrain** (déplacement aller / retour, réunion d'ouverture, point sécurité, montage du matériel, 24 heures de mesures, fractionnement des échantillons, démontage du matériel, réunion de clôture, transport des échantillons jusqu'au laboratoire) ;
- **1 journée de travail au laboratoire** pour décharger les données de mesure et nettoyer le matériel.

Cette intervention se traduit par un rapport, selon une maquette fournie par l'agence de l'eau, reprenant l'ensemble des points évoqués précédemment, signé par le titulaire du marché (Cf. le chapitre 6-Livrables). **Le temps de rédaction du rapport prend en moyenne 3 journées de travail, temps de correction compris.**

Au global, les campagnes générales de mesure des pollutions dans le secteur industriel nécessitent 7,5 jours de travail, 10 jours au total avec les visites préliminaires.

Impossibilité d'intervention ou arrêt en cours :

Si à son arrivée sur site l'intervenant ne peut pas réaliser son intervention, ou s'il doit l'interrompre pour des raisons indépendantes de sa volonté, il devra transmettre l'information à l'agence de l'eau, ainsi qu'un décompte des heures effectuées comprenant les heures de déplacement pour indemnisation calculée sur la base du taux horaire indiqué au BPU.

3.2 CONDITIONS D'EXECUTION

Les interventions ont lieu chez les industriels soumis à la redevance pour pollution de l'eau des industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées.

Lieu de livraison des rapports d'intervention :

Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
Département des Redevances, de l'International et des Mesures (DRIM)
Service Métrologie - 2-4 allée de Lodz - 69363 LYON Cedex 07

Le marché est piloté par le chef du Service Métrologie du DRIM :

Patrick ODOUL Tel : 04.72.71.29.03 Courriel : patrick.odoul@eaurmc.fr

Une réunion de démarrage aura lieu dès notification du marché dans les locaux de l'agence de l'eau à Lyon (69). La date sera convenue d'un commun accord entre les parties. Elle permettra d'effectuer un point sur le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et de prendre connaissance du programme d'interventions à venir. Le compte-rendu de réunion sera rédigé par l'agence de l'eau.

Une réunion de suivi du marché se tiendra également au début de chaque année civile (2027 et 2028) dans les locaux de l'agence de l'eau à Lyon (69). La date sera convenue d'un commun accord entre les parties. Elle permettra d'effectuer le bilan de l'année passée, de prendre connaissance des nouveautés, ainsi que du programme d'interventions à venir. Le compte rendu de cette revue de contrat est rédigé par l'agence de l'eau.

En cas de retards importants ou bien de difficultés particulières, le pilote du marché peut être amené à convoquer les intervenants à Lyon (69) pour s'expliquer sur les problèmes rencontrés et définir un plan d'actions. En l'absence de réactivité, le marché peut ne pas être reconduit ou résilié. Dans tous les cas, les pénalités de retard prévues au CCAP sont appliquées.

Par ailleurs, chaque début d'année civile (2027 et 2028), l'agence de l'eau met à disposition des intervenants, sur un espace informatique dédié, tous les éléments dont ils auront besoin pour procéder aux interventions attribuées :

- Prescriptions techniques, CCTP, grilles de cotation, fiches de terrain ;
- Maquettes de procès-verbaux et de rapports (visite préliminaire, mesure de pollution) ;
- Dossiers d'agrément des dispositifs de suivi régulier des rejets industriels.

Les intervenants déposent sur l'espace informatique qui leur est dédié les livrables au format Word (version initiale) et PDF (validée). Une version papier est également adressée à l'agence de l'eau en 2 exemplaires.

3.3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

Le titulaire communique à l'agence de l'eau, dès présentation de son offre, le nom de l'interlocuteur attitré qu'il désigne pour l'exécution du présent marché. Il communique également le nom de son remplaçant en cas d'absence (congrés, maladie, etc...). L'agence de l'eau doit disposer de leurs courriels nominatifs et de leurs lignes téléphoniques directes.

Ses missions sont les suivantes :

- Gestion opérationnelle du marché (programmation des interventions et du temps de rédaction, suivi des délais de remise des rapports, facturation, etc...) ;
- Gestion des réclamations émises par l'agence de l'eau et les redevables ;
- Gestion des demandes de compléments d'informations.

Le pilote du marché et toute son équipe doivent assister aux réunions annuelles de programmation qui se tiendront à Lyon (69), ainsi qu'à toute convocation de l'agence de l'eau.

Le pilote du marché fourni lors de la réunion annuelle de suivi, les noms et les coordonnées des chargés d'études qui encadreront les intervenants tout au long de l'année selon les thématiques.

Le service en charge du suivi du présent marché à l'agence de l'eau RMC est le Service Métrologie. Le nom et les coordonnées du référent du marché sont communiqués au chapitre précédent.

4 - EXIGENCES

4.1 MOYENS HUMAINS

Compte tenu du découpage en lots géographiques pouvant donner lieu à une exécution simultanée des interventions, des règles de sécurité pouvant imposer la présence de 2 intervenants sur site, de la volumétrie de travail demandé, de la nécessité d'une relecture croisée des rapports d'intervention, les effectifs minimums exigés **pour l'attribution de ce lot** sont fixés à **2 personnes distinctes**.

Si le candidat exécute déjà d'autres lots notifiés en février 2025, les seuils minimums sont les suivants :

- **Pour 2 lots : 4 personnes plus 1 encadrant ;**
- **Pour 3 lots : 6 personnes plus 1 encadrant.**

Si le candidat est susceptible de se voir attribuer ce lot alors que ses effectifs ne lui permettent d'obtenir qu'une partie des lots, l'attribution se fera en fonction des informations indiquées dans l'annexe N° 3 au règlement de consultation dans le cas où ce même candidat est déjà titulaire de lots relatifs à la consultation de 2024 notifiée

en février 2025. Dans ce cas, un même candidat ne pourra se voir attribuer que 3 lots au maximum y compris les lots qui lui ont déjà été notifiés en février 2025.

4.2 DEMARCHES QUALITE

L'organisme devra décrire :

- L'organisation mise en place pour assurer l'ensemble des prestations ;
- La liste des agents qui interviendront sur le marché, leurs fonctions et leurs expériences : opérateurs de terrain, agents de bureau, référents Qualité, gestionnaires des factures, chefs de service, etc.... ;
- La (Les) procédure(s) d'habilitation, de formation et d'évaluation du personnel (Joindre le dernier tableau des habilitations) ;
- La (les) procédure(s) de traitement des réclamations, des non-conformités et d'engagement des actions correctives et préventives.
- La liste du matériel utilisé pour réaliser l'ensemble des opérations définies au chapitre 3.1 du présent CCTP (Marque, Type, Année de mise en service, Date dernier étalonnage / vérification, etc....) ;
- Les modes opératoires utilisés pour nettoyer, étalonner et vérifier ces appareils de mesures ;
- La procédure de choix et d'évaluation des sous-traitants, notamment en cas de location de matériels pour réaliser les opérations définies au chapitre 3.1 du présent CCTP ;
- La procédure régissant l'exécution des opérations, intégrant les aspects liés à l'hygiène et la sécurité.

Le pilote du marché s'assure tout au long de l'année que les dispositions relatives à son système Qualité sont mises en œuvre, notamment les étalonnages et vérifications métrologiques des matériels de mesure utilisés. Ainsi, chaque matériel doit être muni d'une étiquette précisant sa référence et sa date de fin de validité. **Les matériels loués doivent faire l'objet d'un certificat d'étalonnage de moins d'un an.** L'agence de l'eau réalisera des contrôles de conformité des matériels utilisés.

Pour la réalisation des mesures de pollution, l'organisme doit justifier depuis au moins 3 ans d'une accréditation de la part du COFRAC pour l'échantillonnage d'eau en vue d'analyses physico-chimiques et microbiologiques (LAB GAT 29 : Échantillonnage instantané, asservi au temps et au débit), **ainsi que pour la mesure de température des eaux douces, résiduaires, salines et saumâtres** (Mesure ponctuelle et en continu).

L'organisme doit faire figurer le logo du COFRAC et son numéro d'accréditation sur ses rapports. Il doit également être en mesure de fournir, à la demande, les incertitudes associées à ses mesures.

Pour la réalisation des diagnostics de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés, et la réalisation des contrôles de dispositifs d'autosurveillance des points de rejet, associés aux mesures de pollution, l'organisme doit justifier depuis au moins 3 ans des habilitations correspondantes signées du préfet coordonnateur de bassin.

Conformément aux instructions ministérielles, en cas d'impossibilité de pouvoir produire un justificatif d'accréditation ou d'habilitation au moment du dépôt des candidatures, pour cause de procédure en cours, ce document doit être produit pour la signature du marché.

4.3 MESURES D'HYGIENE ET DE SECURITE

Les intervenants doivent se conformer en tout point aux règles d'hygiène et de sécurité s'imposant sur le site d'intervention, notamment celles définies au sein du plan de prévention des risques préparé avant le démarrage des travaux. Ils veillent donc à :

- Mettre à disposition un effectif suffisant (**2 personnes pour certaines mesures de pollution du fait des risques associés à ces interventions**), possédant les habilitations nécessaires (électrique, CATEC, etc...), pour assurer les prestations selon les règles de l'art en vigueur ;
- Mettre à disposition des intervenants des véhicules, des moyens de téléphonie portable, ainsi que des équipements de protection individuels en parfait état (détecteurs de gaz, casques, protections anti-bruit,

lunettes de protection, gants, vêtements de travail, chaussures et bottes de sécurité, etc...) et d'hygiène (eau, savon, gel hydroalcoolique, papier essuie tout, sacs poubelles, etc...) ;

- Faire suivre au personnel intervenant, les formations en matière de sécurité qui s'imposent (Risque chimique, CATEC, SST, etc...), à noter que **certains sites peuvent exiger des certifications particulières et pratiquer un accueil sécurité plus ou moins long.**

En l'absence de consignes de sécurité définies par le site, l'intervenant doit évaluer l'ensemble des risques inhérents à son intervention, mettre en œuvre l'ensemble des moyens humains et matériels pour exécuter les opérations dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité, rédiger un plan de prévention. En l'absence de validation par l'exploitant, l'intervenant fait jouer son droit de retrait.

Enfin, les matériels doivent être propres et lavés entre chaque intervention, selon les protocoles en vigueur. Ils doivent être correctement rangés dans les camions afin d'éviter toute détérioration.

4.4 PRESENCE SUR LE SITE

Pour les visites préliminaires l'intervenant est présent sur site durant toute l'opération.

Pour les MESURE et CDA, l'intervenant est obligatoirement présent sur le site :

- En amont des mesures pour réaliser les CDA ;
- Au début et à la fin de chaque période d'échantillonnage ;
- Au moins 50 % du temps durant les périodes de mesures comprises entre 7 heures et 19 heures ;
- A la réunion de clôture des mesures.

Le titulaire du marché ne pourra pas sous-traiter la réalisation des visites préliminaires, ni la rédaction des rapports. La sous-traitance de certaines prestations lors des CDA et MESURE est possible dès lors que le(s) sous-traitant(s) dispose(nt) des habilitations et accréditations requises (Cf. le chapitre 4.2 du présent document), la personne ayant réalisé la visite préliminaire sera obligatoirement présente sur site pour encadrer les intervenants.

4.5 CONDITIONNEMENT ET TRANSPORT DES ECHANTILLONS

Chaque début d'année, l'agence de l'eau informe les intervenants des références et coordonnées du (des) laboratoire(s) en charge de l'analyse des échantillons, ainsi que l'adresse de leurs dépôts aux alentours de Lyon. Pour l'année 2026 : CTC à Lyon (69007) pour les échantillons de ce lot.

L'intervenant effectue le conditionnement des échantillons à l'aide du flaconnage mis à sa disposition par le laboratoire en charge des analyses, en réalisant l'homogénéisation et le fractionnement de l'échantillon mère sous agitation mécanique continue, **à l'aide de préférence d'une hélice quadripales rectangulaire à flux axial en acier inoxydable** (diamètre correspondant au 1/3 du diamètre du flacon), montée sur un moteur électrique à vitesse variable, d'un bidon rectangulaire à col large, muni d'un robinet à passage intégral et de diamètre nominal ≥ 9 mm (positionné 2 cm au-dessus du fond du bidon), ou d'une pompe péristaltique (tuyaux en téflon, Diamètre de passage ≥ 9 mm, Vitesse d'aspiration $\geq 0,5$ m/s, ne pas utiliser de crépine)..

L'intervenant s'assure de la conservation des échantillons dans une enceinte réfrigérée à $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$ dès leur constitution sur le site de prélèvement et durant toute la durée du transport jusqu'au laboratoire, quelques soient les conditions météorologiques.

Le délai de transport des échantillons est fixé à 24 heures au maximum après la fin de l'opération de prélèvement. L'intervenant est tenu de prendre ses dispositions pour respecter ce délai.

Les analyses sont confiées au laboratoire désigné par l'agence de l'eau sur la base du (des) bon(s) de commande établi(s) préalablement aux opérations. L'intervenant informe au moins une semaine à l'avance le laboratoire du programme d'analyses prévisionnel, de l'origine des échantillons, de la date et de l'horaire approximatifs de

livraison des échantillons. Sauf arrangement avec les laboratoires, le transport des flacons vides et pleins est à la charge de l'intervenant.

Dès réception des rapports d'analyse, l'intervenant vérifie la cohérence des résultats. En cas de détection d'anomalie(s), l'intervenant demande au laboratoire une vérification des résultats produits, voire demande qu'une nouvelle série d'analyse(s) soit lancée. L'agence de l'eau sera mise en copie de ces demandes.

4.6 OUTILS INFORMATIQUES

L'intervenant doit disposer dans ses locaux d'une connexion internet et des outils bureautiques compatibles avec l'environnement informatique de l'agence de l'eau (Word et Excel à ce jour).

5 - DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, établissement public de l'État placé sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique se doit de soutenir la mise en œuvre de démarches environnementales dans le cadre de l'exécution de ses marchés.

À ce titre, afin de limiter l'émission de dioxine de carbone en lien avec les prestations du présent marché, il est demandé au titulaire du marché, d'optimiser les déplacements, d'**utiliser des véhicules** respectant les normes environnementales **Euro 6** et de faire suivre, d'ici la fin de la première période d'exécution de l'accord-cadre, à tous leurs intervenants de terrain, une **formation à l'écoconduite automobile**.

Le critère de choix des candidats pour le « Type de motorisation des véhicules utilisés pour se déplacer sur le terrain » portera sur le type de motorisation existant sur leur parc de véhicules qui sera utilisé pour les déplacements nécessaires à la réalisation des prestations.

Le système de cotation appliqué à ce critère est le suivant :

- Moteurs à combustion : malus de 50% (quel que soit le type de carburant utilisé) ;
- Moteurs hybrides non rechargeables sur une prise électrique : malus de 40% ;
- Moteurs hybrides rechargeables sur une prise électrique : malus de 30% (quelle que soit l'autonomie) ;
- Moteurs 100% électriques rechargeables : aucun malus appliqué (quelle que soit l'autonomie).

Le candidat joint à son offre le tableau des véhicules qui seront utilisés dans le cadre des prestations définies dans le marché (Cf. le fichier Excel joint au DCE « Liste Véhicules lot 7 »), une copie des certificats d'immatriculation des véhicules correspondants et une lettre d'engagement à former ses intervenants de terrain à l'écoconduite automobile (Cf. le document « Annexe 4 au RC Lettre d'engagement Lot 7 »).

L'agence de l'eau pourra demander à tout moment au titulaire du marché de produire les cartes grises des véhicules qui sont utilisés dans le cadre des prestations définies dans le marché afin de justifier à l'agence de l'eau du respect des dispositions définies ci-dessus.

Lors de la réunion annuelle de suivi de la deuxième période d'exécution du marché (début 2028), le titulaire devra produire les justificatifs prouvant le suivi, sur la première période d'exécution, de la formation à l'écoconduite automobile des intervenants de terrain, afin de justifier à l'agence de l'eau le respect des dispositions définies ci-dessus.

En cas de non-respect des présentes dispositions, le titulaire encourt des pénalités fixées dans le CCAP.

6 - LIVRABLES

Chaque document produit devra faire l'objet d'une relecture et d'une validation par le titulaire du marché avant envoi à l'agence de l'eau au format électronique selon le protocole d'échange en vigueur.

Le dépôt d'une version PDF et l'impression des documents finaux, ainsi que l'envoi sur CHORUS des factures par le titulaire du marché ne pourront intervenir qu'après validation des documents par l'agence de l'eau. À noter que **les délais de correction des rapports peuvent être longs**, du fait de la nécessité de réaliser plusieurs aller/retour entre le prestataire, les services de l'agence de l'eau et le maître d'ouvrage.

En cas de non-respect des dispositions décrites dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, ayant une incidence sur la représentativité des résultats obtenus, le titulaire du marché sera tenu de refaire la prestation à sa charge. Par ailleurs, le titulaire du marché devra réaliser les corrections qui s'imposent sur les documents par retour de courrier, sans frais supplémentaire.

6-1 VISITE PRELIMINAIRE A UNE CAMPAGNE GENERALE DE MESURES DE POLLUTION

L'intervenant établit un rapport de visite préliminaire comportant :

- Des renseignements généraux sur l'établissement, les rythmes d'activités, les matières premières utilisées, les productions principales, les usages de l'eau, les rejets ;
- Les modalités pratiques de réalisation des mesures (points de mesures retenus, opérations projetées, planning détaillé d'intervention), y compris le programme d'analyses projeté, et la (les) grandeur(s) caractéristique(s) retenue(s) ;
- La description détaillée des points de mesure retenus, les aménagements et les moyens matériels à mettre en œuvre pour le bon déroulement de l'intervention, les règles de sécurité en vigueur dans l'établissement et le plan de prévention des risques.

Le rapport est transmis à l'agence de l'eau dans un **délai maximum de 30 jours** suivant la visite au format Word dans un premier temps pour correction, puis **1 exemplaire en version électronique (PDF)** et **2 exemplaires papier** après validation par l'agence de l'eau.

6.2 CAMPAGNE GENERALE DE MESURES DE POLLUTION

Le rapport définitif comprend plusieurs parties distinctes :

- Une synthèse sur les contrôles des dispositifs d'autosurveillance, sur la représentativité de la période de mesure et sur le déroulement général de l'intervention ;
- Le rapport de visite préliminaire complété d'une présentation détaillée de l'établissement, des procédés de fabrication et des systèmes de traitement des eaux résiduelles ;
- Le procès-verbal des opérations de mesure et de prélèvement dûment complété et signé ;
- Le contrôle des dispositifs d'autosurveillance des rejets (C'est l'agence de l'eau qui prononce la conformité des dispositifs, lors de l'instruction de la redevance pour pollution de l'eau, en fonction de la note globale obtenue, de critères rédhitoires et de l'historique du site) ;
- Le diagnostic de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés (C'est l'agence de l'eau qui prononce la conformité des dispositifs, lors de l'instruction de la redevance pour prélèvement, en fonction de l'avis de l'intervenant, de critères rédhitoires et de l'historique du site) ;
- La représentativité de la campagne de mesures au vu des consommations en eau, des matières premières mises en œuvre, des productions principales, du niveau de collecte des effluents ;
- Les tableaux des charges polluantes mesurées sur chaque point d'autosurveillance retenu et pour chaque paramètre de redevance (les modèles sont fournis par l'agence de l'eau) ;
- Les tableaux de calcul des coefficients spécifiques de pollution, y compris les éventuels coefficients de corrélation entre paramètres (les modèles sont fournis par l'agence de l'eau) ;
- Les tableaux des paramètres et fréquences de suivi, établis par l'agence de l'eau à partir des charges polluantes mesurées et des arrêtés ICPE (les cadres SRR seront mis à jour par l'agence de l'eau) ;
- Les éventuels taux de récupération du sérum (cas des fromageries) et du sang (cas des abattoirs).

En annexe du rapport figureront entre autres :

- Les schémas de fabrication, les plans des réseaux de distribution d'eau et de collecte des eaux résiduaires, faisant apparaître les points de mesure identifiés ;
- Les courbes d'enregistrement des mesures de débit et de température, les lois hydrauliques utilisées ;
- Les résultats analytiques faisant apparaître la température des enceintes de transport des échantillons à leur arrivée au laboratoire, ainsi que les dates et de réception et de mise en analyse ;
- Les arrêtés préfectoraux ou tout autre document réglementaire actualisé, notamment sur le suivi des substances dangereuses pour l'environnement ;
- Les fiches de terrain faisant apparaître les résultats des mesures réalisées ;
- Les photographies des matériels de mesure et des principaux ouvrages d'épuration (sous réserve de l'accord du maître d'ouvrage), ainsi que les plans de localisation des ouvrages ;
- Les fiches éventuelles de localisation GPS des points de prélèvement, de mesure et de rejet.

Le rapport est transmis à l'agence de l'eau dans un **délai maximum de 60 jours** suivant le diagnostic au format **Word** dans un premier temps pour correction, puis en **2 exemplaires papier et 1 exemplaire en version électronique (PDF)** après validation par l'agence de l'eau.

Sauf cas exceptionnel, **tous les rapports sont rédigés par la personne ayant réalisé l'intervention**. La correction / validation des rapports est réalisée par une personne ne connaissant pas le site.

ANNEXES au CCTP

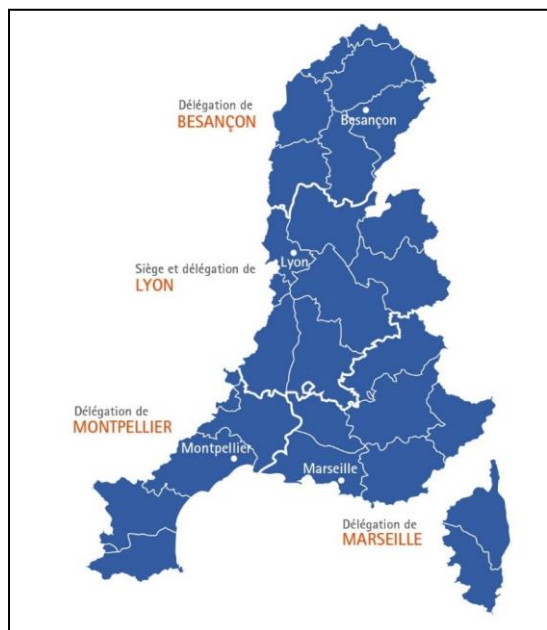
Annexe 1 – Présentation générale de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Annexe 2 – Liste des documents fournis par l'agence de l'eau RMC

Annexe 3 – Liste des textes réglementaires en vigueur

Annexe 1

PRESENTATION GENERALE DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE



L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public du ministère de la Transition écologique dédié à la préservation de l'eau et garant de l'intérêt général.

Elle a pour mission d'initier, sur son territoire, une utilisation rationnelle des ressources en eau, la réduction de leur pollution et la restauration et la préservation des milieux aquatiques et de la biodiversité.

L'agence de l'eau est compétente sur l'ensemble du bassin versant français de la Méditerranée, soit sur le bassin hydrographique Saône-Rhône auquel il faut ajouter les fleuves côtiers et le littoral méditerranéen des régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que sur le bassin de Corse, d'où son nom : Rhône Méditerranée Corse.

L'agence de l'eau établit et perçoit des redevances auprès des utilisateurs de l'eau pour les prélèvements qu'ils effectuent ou la pollution qu'ils génèrent, selon les principes « *préleveur-payeur* » et « *pollueur-payeur* ».

Chaque euro collecté est réinvesti auprès des collectivités, industriels, agriculteurs et associations qui agissent pour améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et adapter les territoires aux effets du changement climatique : réduire les pollutions issues des systèmes d'assainissement collectif, du tissu industriel ou des activités agricoles, économiser et partager l'eau, reconquérir la qualité des eaux brutes des captages prioritaires dégradés par les pollutions diffuses (pesticides et nitrates), gérer durablement la ressource et l'alimentation en eau potable, préserver et restaurer le fonctionnement naturel des rivières et des zones humides, reconquérir la biodiversité, préserver et restaurer les capacités des sols à infiltrer l'eau..

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse apporte, également, un appui (technique,

conseil, procédure, analyse économique et financière) aux acteurs de la gestion de l'eau.

Elle intervient dans neuf domaines :

1. La réduction de la pollution domestique ;
2. La réduction de la pollution industrielle et par les substances dangereuses ;
3. La réduction de la pollution agricole ;
4. La préservation de l'eau destinée à la consommation humaine ;
5. La gestion des ressources en eaux superficielles et souterraines ;
6. La préservation et la restauration des milieux aquatiques et de la biodiversité ;
7. L'animation de la gestion locale et concertée de l'eau, de solidarités entre les acteurs et l'appui et l'assistance aux collectivités ;
8. L'animation de réseaux de suivi et de connaissance des milieux ;
9. La communication, la sensibilisation et l'éducation à la préservation des milieux aquatiques.

L'agence de l'eau n'assure pas directement la construction ou la gestion d'équipements.

Pour définir la politique de l'eau des bassins (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et sa politique en matière d'aides et de redevances et en mesurer les effets, elle s'implique également activement dans la connaissance et la diffusion de l'information sur l'état des milieux aquatiques et leur évolution (études, réseaux de mesure, bases de données).

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse conduit ses missions dans le cadre d'un programme d'intervention pluriannuel, approuvé par son Conseil d'Administration, sur la base des orientations données par les deux Comités de bassins (Rhône-Méditerranée et Corse).

LE 12^E PROGRAMME « SAUVONS L'EAU » 2025-2030 répond à 4 enjeux : améliorer l'état de nos eaux, adapter les territoires au changement climatique, reconquérir la biodiversité et aider les collectivités, notamment les plus fragiles, à investir au bon niveau en matière d'eau potable et d'assainissement.

Ce programme constitue un cadre privilégié pour la mise en œuvre des orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) élaboré par chaque comité de bassin. Il est aussi un des leviers du Plan eau. Le programme de l'agence de l'eau consacre plus de 3,1 milliards d'euros sur six ans (2025-2030) au service du bon état des eaux.

ORGANISATION DE L'AGENCE RHONE MEDITERRANEE CORSE

Le siège de l'agence est situé à Lyon et elle dispose de quatre délégations territoriales.

Les services du siège sont centrés sur les fonctions de pilotage, d'appui et d'évaluation. Les quatre délégations territoriales relaient la politique de l'agence au plus près du terrain et des acteurs assurant la gestion de l'eau localement.

L'effectif 2025 du personnel de l'agence est de 330 emplois. L'agence dispose d'une capacité d'aides de 520 millions d'euros en moyenne par an.

L'agence de l'eau est organisée comme suit :

Le **Directeur Général**, en application du code de l'environnement, assure le fonctionnement des services et la gestion du personnel, la préparation des réunions du conseil d'administration, fait appliquer les décisions de ce dernier et le tient informé de leur exécution, est responsable de la préparation du budget et des éventuelles décisions modificatives, représente l'Agence en justice et dans tous les actes de la vie civile, est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'Agence, signe les contrats, accords ou conventions passés au nom de l'Agence.

Le **Directeur Général Adjoint**, la **Secrétaire Générale** et ses services, et trois Départements (Département des Redevances, de l'International et des Mesures, **DRIM** ; Département du programme et des Interventions, **DPI** ; Département de la

Connaissance et de la Planification, **DCP**) assurent :

- . des fonctions de pilotage : définition, suivi et évaluation des politiques à l'échelle du bassin, relations avec la tutelle et les services déconcentrés de l'Etat, élaboration et mise à disposition d'outils, de méthodes, de données, pilotage technique et financier du programme d'intervention, etc. ;
- . des fonctions d'appui aux délégations régionales : organisation de formations, diffusion de réglementations, de connaissances et d'expériences, etc. ;
- . des fonctions de gestion : budgétaire et financière, des ressources humaines, juridique et logistique, des systèmes d'information, du secrétariat des organismes de bassin, d'animation et de pilotage de la démarche qualité, etc.

Les **quatre Délégations territoriales** (Lyon ; Marseille ; Montpellier ; Besançon) sont chargées de la mise en œuvre opérationnelle et locale du programme d'action de l'agence : planification et approche territoriales, politique contractuelle, gestion administrative et financière correspondantes, etc.

La **Délégation à la communication** informe sur les missions et actions de l'agence, sensibilise aux enjeux de l'eau et mobilise les maîtres d'ouvrage. Elle coordonne également la communication interne.

L'Agence comptable effectue les paiements des dépenses et les encaissements des recettes.

L'Agence est certifiée selon le référentiel ISO 9001 pour l'ensemble de ses activités.

Pour toute information : www.eaurmc.fr

ANNEXE 2

LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS PAR L'AGENCE DE L'EAU RMC

La dernière version des documents fournis par l'agence de l'eau est consultable sur internet à l'adresse www.eaurmc.fr (Médiathèque de la page « redevances / métrologie et diagnostics »).

La liste est la suivante :

- Prescriptions techniques de l'agence de l'eau RMC en matière d'autosurveillance des rejets ;
- CCTP pour la réalisation de diagnostics de fonctionnement sur site portant sur des dispositifs de suivi régulier des rejets et de la mesure des pollutions évitées par un ouvrage de dépollution industrielle ;
- Maquette de rapport pour un contrôle des dispositifs d'autosurveillance industriels ;
- Fiches de terrain pour le contrôle des débitmètres, des échantillonneurs et des thermomètres ;
- Grilles de cotation pour les contrôles des dispositifs d'autosurveillance ;
- CCTP pour la réalisation des diagnostics de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel ;
- Fiche de terrain pour la mesure de débit sur conduite en charge ;
- Maquette de rapport pour un diagnostic de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel.

Seront fournis par ailleurs les documents suivants :

- Abaque des épaisseurs de canalisations ;
- Procès-verbal par suite d'une visite de contrôle des dispositifs d'autosurveillance ;
- Procès-verbal des opérations de mesures et de prélèvements ;
- Maquette de rapport pour une visite préliminaire à une campagne générale de mesures des pollutions industrielles ;
- Maquette de rapport pour une campagne générale de mesures des pollutions industrielles.

ANNEXE 3

LISTE DES TEXTES REGLEMENTAIRES EN VIGUEUR

La dernière version des textes réglementaires en vigueur est consultable sur internet.

La liste est la suivante :

- Pour les industriels :
 - Arrêté du 21 Décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte (DEVO0770380A)
- Pour les prélèvements dans la ressource en eau :
 - Arrêté du 19 Décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (DEVL1132666A)
- Sur la mesure de débit :
 - Norme NF ISO 1438 - 2021 : Mesure de débit dans les canaux à écoulement à surface libre au moyen de déversoirs en mince paroi
 - Norme ISO 4359 - 2023 : Structures de mesure du débit - Canaux jaugeurs à col rectangulaire, à col trapézoïdal et à col en U
 - Norme NF EN ISO 20456-2019 : Mesurage du débit des fluides dans les conduites fermées - Lignes directrices pour l'utilisation des débitmètres électromagnétiques dans les liquides conducteurs
 - Norme NF EN ISO 4373 - 2022 : Hydrométrie - Appareils de mesure du niveau de l'eau
 - Norme NF EN ISO 748 - 2021 : Hydrométrie - Mesurage du débit des écoulements à surface libre - Méthodes d'exploration du champ des vitesses utilisant le mesurage de la vitesse par point
- Sur l'échantillonnage des eaux résiduaires :
 - Norme NF EN 16479 – 2023 : Qualité de l'eau - Exigences de performance et modes opératoires d'essai de conformité pour les équipements de surveillance de l'eau - Dispositifs d'échantillonnage automatiques (échantillonneurs) pour l'eau et les eaux usées.
 - Norme NF EN ISO 5667-1 : 2023 : Qualité de l'eau - Échantillonnage - Partie 1 : Recommandations relatives à la conception des programmes et des techniques d'échantillonnage
 - Norme NF EN ISO 5667-3 : 2024 : Qualité de l'eau - Échantillonnage - Partie 3 : Conservation et manipulation des échantillons d'eau
 - Norme NF EN ISO 5667-10 : 2020 : Qualité de l'eau - Échantillonnage - Partie 10 : Lignes directrices pour l'échantillonnage des eaux résiduaires
 - Norme FD T90-523-2 : 2019 : Qualité de l'eau - Guide d'échantillonnage pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement - Partie 2 : échantillonnage d'eaux résiduaires
 - Guide technique opérationnel produit par AQUAREF sur les pratiques d'échantillonnage et de conditionnement en vue de la recherche de micropolluants
 - Norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017 « Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnage et d'essais »

- Guide technique d'accréditation LAB GTA 29 « Échantillonnages d'eau et essais physico-chimiques des eaux sur site »
- Norme FD T90-524 : 2015 : Contrôle qualité pour l'échantillonnage et la conservation des eaux
- Sur l'analyse des eaux résiduaires et des boues :
 - Avis du 22/02/2022 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (TREP2027860V)
 - Avis du 15/08/2025 relatif aux limites de quantification pour l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques (TREL1929393)
 - Normes analytiques pour chaque paramètre
- Sur l'habilitation des organismes réalisant des contrôles techniques :
 - Note technique du 23/08/2016 relative aux modalités d'habilitation des organismes pour la réalisation de diagnostics sur site de dispositifs métrologiques utilisés pour le calcul des redevances pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollution non domestique de l'eau perçues par les agences de l'eau (DEVL1622188N)